

**le syndicat
étudiant**

unef, où sont tes victoires ?

**De l'état du syndicalisme
étudiant en général, de
l'UNEF en particulier.**

UNEF, où sont tes victoires ?

Introduction

Créée en 1907, l'Union Nationale des Étudiants de France a connu ses heures de gloire de la fin de la seconde guerre mondiale au début des années soixante. De ces moments fastes, restent encore aujourd'hui des acquis importants de la vie étudiante. Parce que l'UNEF fut à l'origine de ces avancées et parce qu'elle fédérait la grande majorité des étudiants, cette période est restée dans les mémoires celle de « la Grande UNEF ». Depuis, l'UNEF a subi de multiples recompositions, traversé de multiples scissions. Dans les années 70, le tribunal de grande instance, saisi pour trancher un litige entre deux de ses fractions concluait à cette époque qu'« en droit comme en fait, il n'y a plus d'UNEF ».

Depuis les années soixante, l'UNEF, ou plus exactement les différents groupes et sous-groupes qui s'en revendiquent, n'ont jamais organisé le monde étudiant comme l'a fait la « Grande UNEF ». Depuis ses premiers affaiblissements, l'UNEF connaît une évolution déclinante sur la longue période.

On peut volontiers reconnaître qu'elle a plutôt mieux « tenu » le monde étudiant du milieu des années 80 au milieu des années 90, du mouvement Devaquet de 1986 à celui sur le CIP en 1994. Mais il ne faut pas confondre « tenir son milieu », ce que l'UNEF a fait parfois, et l'organiser, le représenter, le structurer, ce qu'elle n'a plus jamais fait en 40 ans. En 1986, comme en 1994, comme après chaque mouvement de la jeunesse, l'UNEF s'est avérée incapable d'accueillir dans ses rangs les étudiants. Ses tentatives pour « muter » ou « refonder » n'ont jamais dépassé le stade des textes de congrès.

L'année 2001 aurait, nous dit-on, marqué le retour de la « Grande UNEF ». Une UNEF forte, réunifiée. Mais ce qui a été présenté comme « le rassemblement du mouvement étudiant », n'aura été au mieux que le ralliement d'une cinquantaine de militants d'extrême gauche au processus de résurrection d'un mythe. Dans la réalité, c'est même pire puisque cette réunification, dans le même temps qu'elle masque, plus ou moins bien, les faiblesses importantes de l'UNEF, n'a fait que renforcer son repli sur elle-même, sa perte de substance et de contact avec les étudiants, sa marginalité, sa logique contestataire stérile...

I. 2001 : le ralliement de 50 militants d'extrême gauche en guise de « réunification ».

A. Le mouvement étudiant n'a pas été rassemblé.

L'objectif affiché de la réunification était de rassembler le plus largement possible le mouvement étudiant. Il s'agissait bien entendu de rassembler les deux UNEF, mais aussi d'aller au-delà en fédérant d'autres acteurs importants du milieu universitaire : les associations étudiantes.

Cette ambition était résumée dans l'intitulé du congrès de l'UNEF ID qui lançait en 2001 ce processus : « vers le rassemblement du mouvement étudiant », rien de moins... Dans la réalité, l'intégration des associations étudiantes a été un échec complet : quand elles n'ont pas été écartées dès le congrès, elles sont parties d'elles mêmes. A l'issue du processus de regroupement il subsiste toujours deux organisations : l'UNEF et la Fédération Syndicale Etudiante (FSE).

1. Les associations délibérément écartées ou parties d'elles mêmes.

En terme d'affichage extérieur, la présence des associations devait donner une dimension « historique » à la réunification. Il s'agissait clairement de dépasser le regroupement des deux UNEF pour renouer avec la tradition de « la Grande UNEF », disparue depuis 40 ans. Cette intégration devait également permettre à l'UNEF de s'ouvrir à des cultures militantes différentes et complémentaires. Les associations symbolisent aujourd'hui un engagement dynamique chez les jeunes. Cette démarche d'ouverture était une première depuis longtemps.

Au final peu d'associations se sont inscrites dans le processus. Mais cette démarche avait le mérite d'exister. Certains responsables associatifs se sont même laissés aller à rêver que leur démarche servirait d'exemple et qu'elle constituerait ainsi le premier pas d'un mouvement plus général. Ils en furent pour leurs frais.

Dans la réalité, la présence des associations dans ce processus n'était qu'un effet en trompe l'œil. Il devait surtout venir masquer la faible portée d'une « réunification » dont l'une des deux parties, l'UNEF-SE moribonde, était de toute façon vouée à disparaître. Celles qui souhaitaient participer à la refondation des structures d'engagement étudiant n'ont pas pu le faire dans le cadre de la réunification. Cela démontre que cette « réunification », si on peut encore l'appeler ainsi, n'a pas plus été historique qu'innovante.

1.1. Des associations généralistes délibérément écartées.

Prenons l'exemple de Montpellier où trois associations s'étaient engagées dans la réunification. Accueillies par l'UNEF-ID au départ, ces associations ont proposé à leurs membres d'adhérer au processus de « rassemblement du mouvement étudiant ». 336 d'entre eux ont répondu à l'appel. Mais, faut-il le préciser, 336

adhérents supplémentaires dans une ville viennent forcément bousculer les équilibres politiques locaux internes. Or, le souci de maintenir le groupe en place à Montpellier a prévalu sur l'ouverture et le développement de l'UNEF. La commission de validation des adhésions a décidé « dans sa grande sagesse » de ne pas valider ces 336 adhésions associatives.

Aucune justification n'a été donnée à cette décision prise en pleine nuit. Aux quatre mois de travail de conviction de militants associatifs réduits à néant s'est ainsi ajoutée une absence totale de considération.

Résultat des courses : un processus de rassemblement du mouvement étudiant discrédité car se révélant tel qu'il est en réalité, une UNEF locale exsangue. l'UNEF à Montpellier 1 n'a qu'un malheureux élu quand ces associations en comptent douze.

1.2. Des associations thématiques choisissant de partir.

Autre contexte, autre histoire, l'association nancéenne « Comme sur des roulettes » a été pendant quelque temps la vitrine de cette ouverture affichée. Le but de cette association est de sensibiliser et de porter des revendications sur l'intégration universitaire des handicapés. Comme elle a permis à la direction parisienne de l'UNEF de récupérer politiquement la structure UNEF de Nancy lors du congrès grâce aux voix de ses adhérents elle a eu la chance de participer jusqu'au bout au congrès de rassemblement de mai 2001.

Ses responsables pensaient qu'en entrant dans « la-Grande-UNEF-réunifiée » qu'on leur a fait miroiter, ils bénéficieraient de ses structures locales et de sa surface institutionnelle comme autant de relais pour sensibiliser la communauté universitaire. C'était, pensaient-ils, le moyen d'obtenir de réelles avancées quant aux conditions de vie et d'études des jeunes handicapés.

Vécu de l'intérieur, le mythe n'a pas résisté très longtemps à l'épreuve des faits et des pratiques : cette association a fini par ressortir de l'UNEF réunifiée avant même sa première rentrée en septembre 2001.

2. La réunification des deux UNEF est un échec.

Suite aux multiples scissions du mouvement étudiant commencées dans les années 60, les deux UNEF, ont cohabité 20 ans. Pendant toutes ces années, des deux côtés, la question de l'unité syndicale a toujours été de toutes les déclarations de congrès. Manière d'exister pour les uns, pur slogan incantatoire pour les autres, elle s'est toujours heurtée à la réalité d'enjeux boutiquiers. C'est pour cela qu'elle n'a jamais eu lieu, pas même en juin 2001.

Après avoir obtenu un score de 9% lors des élections au CROUS 2000 et avoir perdu son seul élu au CNOUS, l'UNEF-SE s'est vue supprimer du même coup son statut d'organisation représentative. Elle n'avait plus vocation à exister par elle-même. Elle était dès lors suffisamment affaiblie aux yeux de l'UNEF-ID pour que soit lancé le processus de rapprochement ayant, cette fois, réellement pour objectif d'aboutir.

En fait de réunification, il s'agit donc pour l'UNEF-SE d'un simple ralliement dicté par la nécessité.

2.1. Décembre 2000 : un premier congrès de réunification avorté.

Convoqué en décembre 2000 à grand renfort de battage médiatique, le « grand congrès historique » de réunification a du être annulé en toute hâte. La raison est hélas fort simple : le congrès de l'UNEF-SE, convoqué en amont pour décider de sa dissolution, s'est finalement prononcé contre la réunification. Sa direction était en fait minoritaire et bloquée par un conglomérat de groupuscules d'extrême gauche concurrents.

2.2. Juin 2001 : un ralliement marginal en guise de réunification.

Quel rassemblement ! Il a concerné une poignée de responsables mis en minorité à l'UNEF-SE et réduits à la portion congrue dans la nouvelle « UNEF » et les militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire. C'est finalement après le congrès de l'UNEF-ID d'avril 2001, dans une assemblée générale rassemblant 80 personnes seulement, qu'a difficilement abouti ce processus. Il semble que « les masses » étudiantes aient donc ignoré ce « grand rendez-vous ».

2.3. Un vrai paradoxe : une « réunification » qui divise !

Les autres membres de l'UNEF-SE, refusant de se faire absorber par l'UNEF-ID, n'ont pas participé au processus et ont créé un nouveau syndicat d'extrême gauche qui s'est implanté sur quelques campus : la Fédération Syndicale Etudiante (FSE).

Mais le paradoxe ne se limite pas à cela.

Les faibles effectifs militants qui se sont ralliés nationalement à l'UNEF, n'ont jamais intégré ses structures locales. Ainsi, à Nanterre, à Nantes, à Clermont deux équipes continuent à co-exister. Et cette co-existence n'a rien de pacifique... Elles portent auprès des institutionnels et des étudiants des positions différentes au nom d'une même organisation, elles présentent parfois des listes de l'UNEF l'une contre l'autre, et dilapident une grande énergie dans les luttes d'appareil.

3. Le renforcement de l'extrême gauche : la greffe prend.

Les associations ont largement été passées par pertes et profits. Mais la réunification n'a pas été perdue pour tout le monde. Elle a clairement permis aux militants LCR engagés dans le milieu étudiant de se rassembler dans une même organisation, au sein de la tendance Tous Ensemble de l'UNEF. De leur point de vue, la réunification a été une vraie réussite.

Loin de rassembler le mouvement étudiant, l'UNEF n'a su qu'intégrer des factions gauchistes en son sein. Cela n'a fait que renforcer sa distance avec les étudiants. Cela s'est traduit concrètement dans les urnes : les résultats électoraux qui ont suivi l'ont démontré.

B. Depuis la réunification, le poids réel de l'UNEF est en baisse.

La réunification devait dépasser la simple addition de deux structures. D'un point de vue électoral elle a eu l'effet d'une soustraction. La fin de la division syndicale devait lever les réticences des étudiants à adhérer. La « Grande UNEF » reste un nain en effectifs adhérents.

1. Pas d'augmentation du nombre d'adhérents.

La persistance de la division syndicale a longtemps permis d'occulter les vrais raisons d'un taux de syndicalisation qui avoisine difficilement les 0,5 %. Les pratiques à l'œuvre en interne sont largement à l'origine de ce problème. Alors qu'aujourd'hui il n'y a plus qu'une UNEF, elle ne revendique pas plus d'adhérents que la seule UNEF-ID.

2. Une baisse électorale.

La réunification devait également enclencher un cercle vertueux en matière de résultats électoraux. La fin de la division syndicale devait renforcer le poids de l'organisation, au delà de la simple addition des scores des deux UNEF.

Les premiers résultats électoraux nationaux de l'UNEF réunifiée sont ceux des élections aux CROUS de mars 2002. L'UNEF a obtenu 39% des voix. Sa direction a tenté de masquer la forte baisse que ce résultat constitue en donnant à lire un tassement de 3 points par rapport au 42% obtenus deux ans plus tôt...par la seule UNEF-ID. Or les résultats additionnés de l'UNEF-SE et de l'UNEF-ID en 2000 étaient de 51%. C'est donc une baisse de 12 points qu'enregistre l'UNEF.

La perte de 27 élus dans les CROUS et d'un élu au CNOUS, un taux de participation qui passe sous la barre des 6%, viennent consacrer l'échec de la réunification. L'UNEF réunifiée perd en audience électorale, et elle est incapable de stopper l'hémorragie du taux de participation qui vide la représentation étudiante de son sens. En matière électorale aussi, la montagne a accouché d'une souris.

3. Un poids institutionnel disproportionné.

Nous avons montré que dans les faits, l'UNEF est sortie affaiblie de cette soi-disant réunification. Pour autant, elle est toujours autant médiatisée, citée dans la presse. Elle garde ses entrées dans les ministères et reste un interlocuteur central pour les acteurs du monde étudiant, les acteurs politiques et syndicaux. Elle le reste pour tout le monde, sauf pour les étudiants. La réunification a eu pour conséquence que d'un point de vue institutionnel, sa surface a été renforcée. En effet, l'existence d'une organisation nationale unique dite « syndicale » produit cet effet mécanique. Il s'agit dans ce cas d'un renforcement institutionnel par le vide, et non par la capacité de cette organisation à organiser et représenter les étudiants.

II. L'UNEF prétend représenter les étudiants, c'est faux.

L'UNEF sait jouer du fantôme que véhicule encore le nom historique de l'organisation étudiante autrefois unique de son milieu. Pour autant, l'UNEF d'aujourd'hui n'a de commun avec celle-ci que le nom. Elle est incapable d'organiser, de représenter et de structurer les étudiants. Son implantation, son audience et sa capacité d'action concrète au sein de l'enseignement supérieur sont faibles. Ces difficultés structurelles font d'elle une structure repliée sur elle-même, quasi groupusculaire, qui ne peut capitaliser l'envie d'engagement d'un milieu pourtant disponible et présentant un indéniable potentiel de participation.

Comment ne pas penser à ce propos aux mobilisations qui ont suivi le choc du 21 avril 2002, tant elles ont mis ces problèmes caractéristiques en lumière. Les jeunes, lycéens ou étudiants, ont été nombreux à réagir, à agir. Cette spontanéité s'est exprimée constamment en dehors de l'UNEF. Les énergies se sont fédérées autour de collectifs auto-organisés parce que l'UNEF a été incapable d'attirer à elle ces volontés d'engagement.

Ainsi le bilan de la période d'entre deux tours de la présidentielle est aberrant. Des dizaines de milliers d'étudiants et de lycéens, futurs étudiants, se sont rassemblés et l'UNEF n'a pas su les organiser et leur offrir un débouché. Les comités étudiants contre le FN, qui sont de ces structures dont l'UNEF revendique la paternité sur son papier à entête sont restées les coquilles vides qu'ils sont en tant normal. Cela, alors que dans le même temps les partis politiques, eux, ont vu le nombre de leurs adhésions augmenter sensiblement.

Au début du mois de mai, l'UNEF a bien tenté d'organiser une journée de débat intitulée « Les Assises de la Jeunesse mobilisée », mais cette initiative a rassemblé tout juste 250 jeunes, dans une salle à moitié vide. Fin juin, le Collectif National de l'UNEF, censé accueillir ceux qui, deux mois auparavant étaient dans la rue, n'a regroupé qu'une centaine de militants...

A. Elle prétend organiser les étudiants, c'est faux.

Le premier rôle d'une organisation étudiante c'est... d'organiser les étudiants. Et la meilleure façon de le faire, c'est par l'adhésion. L'enjeu majeur pour une organisation étudiante n'est pas de faire « au nom » des étudiants. Il n'est pas non plus d'être « aux côtés » des étudiants. Il est d'être les étudiants eux-mêmes, organisés par l'adhésion. L'UNEF, c'est tout le contraire, et cette situation n'a rien d'accidentelle. Elle est le fruit direct des choix délibérés de ses directions successives.

1. Des effectifs adhérents très faibles et concentrés en première année.

1.1. Un très faible taux d'adhésion.

Nous l'avons montré précédemment, l'UNEF, et l'UNEF-ID avant elle, n'ont jamais compté dans leurs rangs, depuis 20 ans, qu'une partie très marginale des étudiants. Sans même parler des chiffres réels, les simples chiffres officiels revendiqués sont édifiants : entre dix et quinze mille adhérents selon les périodes. Cela correspond à un taux d'adhésion qui n'est au mieux que de 0,5%. Ajoutons à cela, que le nombre d'adhérents varie du simple au double selon que l'on soit ou non en année de Congrès, les pratiques « démocratiques » internes faisant « affluer les adhérents », quand les enjeux de boutiques le nécessitent.

1.2. Le profil type de l'adhérent : étudiant de première année.

Pour l'UNEF, la question de l'adhésion ne se pose que lors de la période de première inscription à l'université, durant le mois de Juillet. Les militants sont alors « réquisitionnés » pour tenter de faire adhérer en quelques minutes, chaque étudiant venu déposer son dossier d'inscription. La plupart des nouveaux étudiants ayant accepté, n'entendront plus parler de l'UNEF, sauf quand il s'agira d'aller voter aux élections ou lors du congrès.

Ce « recrutement » est souvent efficace. Il l'est d'autant plus qu'il est parfois basé sur une présentation déformée de la réalité. Il n'est pas rare de trouver des militants de l'UNEF qui expliquent à un étudiant que l'adhésion est indispensable pour réussir son année universitaire, voire qu'elle est obligatoire. Ces pratiques suscitent parfois des réactions vives des « nouveaux adhérents ». Ce fut par exemple le cas à Grenoble en 2000, lorsque nombre d'entre eux se sont rendu compte collectivement que l'adhésion à l'UNEF était tout à fait facultative.

On comprend dès lors aisément pourquoi la grande majorité des étudiants ayant adhéré dans ces conditions ne ré-adhèrent pas l'année suivante. Pour ceux qui hésiteraient encore, l'absence de suivi, le local fermé, les discours radicaux et incantatoires, l'électoratisme grossier, la capacité limitée à changer concrètement les choses, finissent le plus souvent de les décourager. Finalement, seuls quelques militants encore présents à la fin de l'année ré-adhèrent.

Quant à ceux qui sont passés à travers les mailles du filet au moment de leur première inscription, leurs camarades d'étude se chargent de leur dire l'absence d'intérêt d'une adhésion à l'UNEF.

2. Une faiblesse militante.

Toutes les raisons qui poussent les adhérents vers la sortie, les militants les vivent de l'intérieur. La faiblesse militante endémique de l'UNEF s'explique par des pratiques délibérément choisies par sa direction nationale au regard des objectifs qu'elle fixe à son action : sélectionner des militants prêts à subordonner leurs aspirations personnelles à un moule prédéterminé, des militants par ailleurs

directement transférables dans une écurie politique. L'important n'est pas d'impliquer ni de susciter l'initiative d'individus avec leurs aspirations propres, bien au contraire.

Un fonctionnement ultra centralisé est le nécessaire corollaire de ces objectifs fondamentaux. On demande aux militants de distribuer les tracts nationaux pensés et conçus sans eux. Dans ce fonctionnement, la place à l'initiative et à l'épanouissement individuel est inexistante, les possibilités même de contribuer utilement sont limitées. Un nouvel adhérent se trouve bien vite dégoûté du cadre d'engagement offert. C'est ainsi qu'entre les premières réunions de la rentrée et la fin de l'année universitaire le nombre de militants a, le plus souvent, fondu comme neige au soleil.

Seuls restent ceux qui à leur tour auront pour tâche de recruter lors des inscriptions les nouvelles premières années qui assurent ainsi à l'UNEF un vivier en constant renouvellement. Tous ces éléments concourent à la faiblesse militante des structures locales de l'UNEF.

Le nombre de participants aux Collectifs Nationaux trimestriels, dont le rôle se limite bien souvent à galvaniser « les troupes » est révélateur de ce constat. Un CN de rentrée, en octobre, regroupe 250 personnes, ce qui sur 84 universités est déjà très peu. Pour celui du mois de juin il reste tout juste une centaine de personnes.

Cette faiblesse militante est révélatrice du décalage de l'UNEF avec les étudiants qu'elle est censée organiser et représenter, dans le même temps qu'elle l'alimente.

B. Son audience électorale est bien restreinte.

1. Une représentativité relative pour une priorité absolue.

Les élections universitaires constituent la priorité nationale absolue et constante de l'UNEF. Autant qu'on peut l'imaginer, elle engloutit une partie très importante des moyens financiers annuels. Pour le reste, la recette est simple et immuable : quelle que soit la réalité de l'implantation locale, les candidats sont le plus souvent enrôlés quelques jours avant l'échéance dans un couloir par un militant local. S'il n'y en a plus, un responsable national s'en charge. Le jour des élections, tous les membres de la direction nationale disponibles, comme les militants d'autres structures locales de l'UNEF, sont envoyés dans l'université en élection, un paquet de tracts à la main.

Pour l'échéance nationale des CROUS, toute l'activité de l'organisation est articulée pendant les trois mois précédents autour de cet unique objectif : campagnes, pétitions, interventions médiatiques, rassemblement à grand frais des militants. Tous les membres du Bureau National passent leurs semaines dans les villes universitaires de province pour préparer cette échéance. En tout, ce sont près d'un million de tracts et des milliers d'affiches qui sont tirés.

Malgré cela, malgré cette organisation quasi militaire unique dans les organisations étudiantes, l'audience et la représentativité électorale de l'UNEF restent marginales et sont en net recul. C'est le prix à payer quand on confond activité syndicale et activisme.

2. Un taux de participation très faible.

Ainsi, aux élections aux CROUS de 2000, 126131 étudiants ont voté sur deux millions d'électeurs, à peine plus de 6 %. Cette participation a chuté, puisqu'aux élections de 2002, ce ne sont plus que 114693 étudiants qui ont voté.

A peine plus de 100.000 votants pour une telle débauche de matériel et d'énergie militante, le contraste est saisissant. La grande majorité des étudiants se désintéressent de la représentation étudiante. L'organisation qui a la prétention d'être la première de son milieu porte à cet égard, une responsabilité indéniable que ses discours sur « l'individualisme » des jeunes masquent à peine.

3. Une première place en recul.

D'ailleurs cette première place de l'UNEF est aujourd'hui fortement érodée. Au CROUS 2000, l'UNEF-ID et l'UNEF-SE réalisaient ensemble 62053 voix, soit 51% des suffrages. Lors du CROUS 2002, l'UNEF ne rassemblait plus que 43.777 voix. Ces 18000 voix de moins représentent une perte de près de 30 % de ses suffrages, un électeur sur trois. Au regard de ce qu'on a appelé la « réunification », la chute est impressionnante. L'UNEF a perdu 27 élus dans les différents Crous et c'est tout logiquement qu'en décembre 2002, lors des élections au CNOUS, l'UNEF perd 1 élu et est toute proche d'en perdre un second sur les cinq qu'elle avait. La mystification n'a pas résisté à sa confrontation avec la réalité.

C. Ses partenaires étudiants sont limités en nombre, son attractivité est marginale.

Malgré sa position centrale de première organisation, malgré la surface institutionnelle, qui lui est accordée, et qui est sans commune mesure avec celle qui est accordée aux autres organisations étudiantes l'UNEF fonctionne dans sa bulle. Elle est incapable de saisir les opportunités que lui offre son environnement. Elle n'agrège pas les envies de s'engager.

1. L'UNEF en marge d'un tissu associatif de proximité.

1.1. L'existence d'une multitude d'associations.

Outre les organisations nationales, il existe dans les universités un tissu associatif important, regroupant beaucoup d'étudiants. Il est composé tout à la fois de structures de défense et de représentation des étudiants, d'associations culturelles, de solidarité ou de filière. Ces structures sont souvent les plus proches des étudiants, en particulier grâce aux services qu'elles dispensent et aux modes d'engagement qu'elles proposent. Elles représentent autant de partenaires potentiels, capables d'amplifier l'impact et l'efficacité d'un travail dans l'intérêt des étudiants.

1.2. L'UNEF se limite à des accords éphémères.

Malgré les déclarations, l'affichage et les discours, l'UNEF reste au quotidien incapable de travailler en réseau avec ces structures sur les universités ou dans les Ecoles. Pour elle, il n'y a qu'une alternative bien binaire qui prévaut dans ses relations avec ces structures. C'est l'affrontement ou l'absorption comme cela se pratiquait d'ailleurs déjà avec l'UNEF-SE avant la « réunification ». Et quand il y a accord, ils n'ont jamais vocation à s'inscrire dans la durée. La recherche de la complémentarité est inexistante, sauf dans 2 ou 3 universités.

2. Les limites des listes « UNEF et associations étudiantes ».

2.1. Avec les associations, priorité à l'électoralisme.

C'est dans cette logique que depuis le milieu des années 90, l'UNEF a pour seule intention de mettre en place des mécaniques de récupération de ces associations, et ce, dans un objectif uniquement électoraliste.

A chaque élection, nationale ou locale, l'UNEF tente de faire croire qu'elle est soutenue par des associations pour récupérer le plus de suffrages possible et pour faire échec aux listes associatives qui représentent une concurrence très forte. C'est dans ce but qu'elle intitule ses listes : « UNEF et associations étudiantes ». Un intitulé d'autant plus ronflant qu'il est bien souvent vide en réalité.

Lorsqu'il s'agit de vraies associations, ce qui est loin d'être toujours le cas, ces listes se fondent sur de simples accords électoraux, à courte vue. Ils se brisent bien souvent une fois le scrutin fini et ne se renouvellent que très rarement, à l'instar de ce qui s'est passé pour le processus de « réunification du mouvement étudiant ». Au final lors des élections suivantes, ces associations préfèrent généralement se présenter seules plutôt que de porter à bout de bras une UNEF vidée de sa substance, qui ne se présente à elles qu'à l'approche des élections, pour récupérer leur travail, leur prestige.

2.2. En guise de partenaires : une multitude de structures fantômes.

A ces accord éphémères avec de vrais associations étudiantes s'ajoute l'utilisation de structures « fantômes » de l'UNEF. Il en est ainsi par exemple de la Fnem (Fédération Nationale des étudiants en Médecine), de la Fidec (Fédération indépendante des étudiants chercheurs), ou encore de la Fédé'IUT (Fédération des étudiants en IUT) qui n'ont jamais compté en adhérents que le minimum pour pouvoir déposer leurs statuts. Dans la réalité, ces noms correspondent au mieux à des commissions du Bureau National de l'UNEF. Mais ça fait bien aux élections et « ça en jette » sur le papier à entête.

2.3. La disparition d'associatifs éligibles des listes UNEF et associations étudiantes.

Au scrutin 2000 du CNESER, la seconde tête de liste était la présidente d'une association marseillaise. En 2002, l'UNEF ne peut même plus afficher d'associatif dans les places éligibles des listes du CNOUS ou du CNESER.

3. Alors qu'il existe de réelles envies d'agir chez les jeunes, l'UNEF n'est pas attractive.

Incapable de fédérer les structures collectives, l'UNEF est tout aussi impuissante à agréger les envies d'agir individuelles, elle n'est pas attractive. Sa place marginale dans les mobilisations qui ont fait suite au choc du 21 avril 2002 est éclairante de cette faiblesse qui confine à la stérilité. Alors même que d'une façon générale l'engagement prend de nouvelles formes, l'UNEF reste sourde.

Par ses pratiques et ses attitudes, l'UNEF constitue un véritable repoussoir dans le monde étudiant engagé. Elle est un véritable contre exemple. Les quelques bonnes volontés qui parfois existent dans ses rangs finissent toutes par s'y heurter. Au final les plus endurcis et les résignés sont les seuls à y rester.

3.1. De réelles envies d'agir chez les jeunes.

Nombreux sont ceux qui aspirent à prendre la parole, à influencer sur la vie démocratique de notre pays, à changer leur environnement. La disponibilité des jeunes pour l'engagement et au premier rang les étudiants, ne s'est pas seulement révélée au lendemain du 21 avril. Ils étaient déjà engagés. La multitude d'associations le démontre. Ils sont disponibles pour un engagement même si l'exigence de concret et de proximité est plus forte qu'avant. Ils recherchent l'efficacité dans leurs actions. Ils veulent que leurs points de vues et leurs particularités soient réellement pris en compte.

Bref ils souhaitent pouvoir maîtriser leurs engagements, souvent multiples. Ils ne veulent pas de discours prêts à penser, tel que peut les servir en continue l'UNEF. Ils fuient les avant-gardes éclairées, ces groupes de militants illuminés qui ont tout compris sur tout, ont réponse à tout et en appellent à tout va aux ruptures annonciatrices de lendemains qui chantent.

3.2. L'incapacité de l'UNEF à les intégrer.

Par ses pratiques, nullement fortuites, mais tout à fait délibérées car en adéquation avec le projet de ses dirigeants, l'UNEF s'isole de son environnement. Cette stérilité, que traduit l'audience infime de l'UNEF, est à mettre au regard des mobilisations étudiantes dans les universités dans lesquelles elle ne joue plus un rôle déterminant depuis de nombreuses années.

D. L'UNEF ne structure plus aucun mouvement étudiant.

D'une façon générale, on associe souvent à l'UNEF une « capacité de nuisance » parce qu'elle aurait les moyens de faire descendre les étudiants dans la rue. Cette capacité de blocage est très largement fantasmée.

Il faut hélas bien reconnaître que c'est tout simplement l'un des éléments importants de la construction d'un rapport de forces, que cette organisation est incapable de provoquer, encore moins d'organiser ou même d'encadrer, pour faire déboucher ses revendications.

1. Quand elle n'est pas à l'initiative l'UNEF est incapable de reprendre un peu de maîtrise.

1.1. Les limites de la récupération par l'utilisation de la ressource institutionnelle.

Bien souvent, les mouvements existent sur une initiative étudiante propre et spontanée en dehors de l'UNEF, parce qu'elle est en décalage avec son milieu. Lorsqu'ils se développent sur des problématiques locales et précises, que l'UNEF n'a pas vu venir, elle ne sait alors faire qu'une seule chose : elle s'y greffe et tente de les récupérer.

Les cas sont rares où la greffe prend. Ce sont les cas où le mouvement est structuré et dynamique mais ne dispose pas de relais institutionnel. Alors, le lien de l'UNEF avec les institutions nationales lui permet de combler ce manque et d'être présente. Cependant, les relations ainsi créées à cette occasion se résument à des échanges avec les meneurs du mouvement déjà existants. Ce fût par exemple le cas à l'Université de Metz au printemps 2001, où la direction nationale de l'UNEF a réussi à entrer dans les discussions finales sur un rattrapage budgétaire.

Mais lorsque des relais institutionnels autonomes existent, l'UNEF se trouve tenue à l'écart de façon définitive. C'est souvent le cas dans les mouvements communs entre les profs et les étudiants. Les exemples des mouvements en Staps (filiale sportive) à la rentrée 2001 et 2002 à Paris et en province sont tout à fait édifiants. Ces mouvements ont duré et ont débouché sur des délégations reçues au ministère. Ce n'est qu'au détour d'une conversation ou d'un Cneser auquel elle assistait que l'UNEF a découvert ces situations qu'elle ignorait... Elle n'aura été présente à aucun stade de ce mouvement, personne n'ayant jugé bon et utile de la solliciter.

1.2. Dans les foyers à problèmes, l'UNEF et l'extrême gauche, même combat !

Le deuxième cas de figure concerne les universités qui sont des foyers réguliers de problèmes et donc de mobilisation. Chaque année des problèmes de moyens financiers, de dotations en professeurs ou en encadrement administratif se posent et sont l'objet de mouvements locaux d'ampleur, bien qu'éphémères. Ces mouvements sont pour la plupart spontanés. Dans un premier temps, ils peuvent rassembler plusieurs centaines d'étudiants en Assemblée Générale. Dans ces cas de figure l'UNEF se laisse systématiquement déborder par l'extrême gauche, qui récupère les AG, tant l'UNEF se révèle incapable de faire déboucher les revendications.

Par exemple, à l'université de Montpellier 3, les mouvements sont systématiques à la rentrée depuis 4 à 5 ans. Mais ils ont rarement débouché. Tous les ans pendant quelques semaines se succèdent piquets de grèves, AG, cahiers de revendications.

Chaque année, l'UNEF cherche à radicaliser le mouvement pour qu'il se propage. Ce « jusqu'au-boutisme » n'amène qu'à un échec collectif toujours plus retentissant. En bout de course, il ne reste de ces mouvements que quelques militants d'extrême gauche après lesquels l'UNEF court systématiquement pour les recruter. Certains problèmes sont pourtant bien réels et demeurent d'année en année. Inutile d'insister sur les effets destructeurs que cette attitude produit chez ceux qui en sont les premières victimes : les étudiants.

2. Quand l'UNEF tente d'impulser des mobilisations, elle se casse systématiquement les dents.

L'incantation et les déclarations enflammées sont un grand art à l'UNEF. L'appel au mouvement est un exercice obligé et récurrent au moins une fois par an. Qu'on se le dise, pour l'UNEF, depuis des années, « la rentrée sera chaude »...

Avec ces maintes tentatives, systématiquement vaines, d'impulsion de mobilisations dans les universités, l'UNEF frise le ridicule. Inutile de demander une explication sur ces échecs systématiques, il y a toujours de bonnes raisons, bien extérieures, qui ont empêché l'UNEF de mobiliser les foules sur ses mots d'ordres.

2.1. Un rituel : « la rentrée sera chaude ! »

A tous ses congrès, à tous ses Collectif Nationaux du mois de juillet l'UNEF, n'a qu'un mot d'ordre : « La rentrée sera chaude ! ». La rentrée 98 devait voir les étudiants se lever contre le rapport « Attali », en 99 contre le plan d'aménagement universitaire « Université du 3eme Millénaire », en 2000 face aux problèmes budgétaires, en 2001 pour rejeter le rapport du commissariat général au plan sur les politiques publiques vers les jeunes, en 2002 contre la réforme européenne LMD.... La liste pourrait être égrenée sans fin de ces appels restés sans suite et bien souvent plongés dans l'oubli, y compris en interne.

Pour qui s'y attarde un peu, la méthode est pourtant systématiquement reproduite : on galvanise les troupes en CN ou en congrès, on tente d'organiser des Assemblées Générales, on rédige un tract national sur un mot d'ordre globalisant et radical, que l'on tente ensuite de plaquer localement. Pour cela, on essaie de relier à ce mot d'ordre, tous les dysfonctionnements des universités, tous les problèmes thématiques et particuliers.

S'il est question de réduire les effectifs d'une filière artistique à Nantes, c'est bien sûr la faute au plan « Université du 3eme Millénaire », même s'il n'en est encore qu'au stade de la discussion. Chacun sait bien que de toute façon, il s'agira comme avec chaque réforme de « supprimer-des-filières-partout » et que « ce-libéral-de-ministre-Allègre-va-sûrement-reprendre-à-son-compte », cette « mise-en-coupe-réglée,-cette-casse-du-service-public-de-l'enseignement-supérieur » !!

Depuis des années, ces rituels sont autant d'échecs répétés. Les tracts et les AG ont bien sûr une répercussion en début d'année sur les jeunes bacheliers arrivant à l'université. Mais les étudiants s'en détournent très rapidement tant les heures

d'incantation en AG sont inutiles dans la réalité, tant les débouchés sont inexistants. Ces AG deviennent en quelques jours un folklore qui se marginalise petit à petit.

Jamais ces évènements ne dépassent 4 à 5 universités. En définitive, la mise en lien de problèmes spécifiques conduit à l'échec, malgré la campagne « unifiante » de l'UNEF. Pour reprendre les exemples : le plan U3M a été discuté et appliqué sans elle, le rapport Attali n'a pas été modifié et le commissariat général au plan continue à faire référence...

2.2. Sur les problèmes nationaux, l'UNEF est aussi inefficace.

La question budgétaire est aussi au nombre des rituels de l'UNEF. La rentrée universitaire ne peut se faire sans l'appel de l'UNEF à la mobilisation massive de tous les étudiants. La représentation se joue cette fois au Collectif National d'octobre : une motion est systématiquement votée pour donner rendez-vous aux « masses » devant l'Assemblée Nationale le jour du vote du budget. Des tracts sont diffusés dans toutes les universités. Résultat : pour le budget 2001, 40 personnes crient bien fort leur rejet, tandis qu'en 2002 ce sont 30 personnes bien décidées qui défient les députés d'adopter le texte. En réalité, l'UNEF n'a aucune capacité autonome de mobilisation, même de ses maigres troupes.

L'actualité nous offre la dernière manifestation de cette faiblesse. C'est le projet de suppression de 5600 postes de Maîtres d'Internat et de Surveillants d'Externat (MISE) dans les lycées de France pour la rentrée 2003. Cette question touche à la fois les étudiants, puisque ce dispositif représente une source d'emploi accessible non négligeable, et la collectivité scolaire du secondaire car c'est l'encadrement des élèves qui est en jeu.

Dans un premier temps, l'UNEF s'est aventurée seule sur ce dossier. Elle a « écumé » les universités, dans la mesure de ses forces militantes, afin d'organiser la résistance des étudiants à ce projet gouvernemental. Début octobre 2003, une fois la rentrée universitaire achevée, elle organise un rassemblement à Paris : 40 personnes....

Tout est à l'avenant : tant que l'UNEF est seule à l'impulsion, la mobilisation est inexistante dans son propre milieu. Elle peut tout juste essayer de masquer la misère quand elle organise sciemment un rassemblement national en même temps qu'une manifestation dans laquelle elle veut faire bonne figure, un 1^{er} février 2003 sur les retraites, ou un 1^{er} mai par exemple.

En ce qui concerne les MISE, le mouvement ne prendra consistance que lorsque les fédérations syndicales de professeurs s'en chargeront. Même dans ce cadre, l'UNEF ne représente aucune force, si ce n'est un nom dans les articles de presse, censé montrer que les étudiants sont dans le coup. Mais lors des manifestations locales, ce sont essentiellement les professeurs et les lycéens qui manifestent. Malgré ses banderoles, l'UNEF reste inexistante dans les cortèges. Lors de la manifestation nationale, centralisée à Paris le 8 décembre 2002, dans un cortège de 40 000 personnes environ, le cortège national des étudiants de l'UNEF rassemble 150 personnes.

Finalement, l'UNEF peut encore donner l'illusion qu'elle a prise sur la réalité du fait des liens et des relations institutionnelles qu'elle entretient. Elle peut d'autant plus le faire qu'elle est souvent vécue comme la seule structure viable de représentation des étudiants. Dans la réalité, ce décalage et ces échecs répétitifs, vécus par les étudiants, font perdre sa crédibilité à l'action collective organisée.

E. Par son action l'UNEF a un effet repoussoir pour la citoyenneté en germe.

L'UNEF est bien souvent la première expérience d'un engagement collectif pour les jeunes. Lorsque cette première expérience est une campagne électorale ou l'adhésion à l'UNEF, dans les conditions décrites ci-dessus, elle risque de susciter une déception durable vis à vis de l'action collective. De ce point de vue, son faible taux d'adhésion comme l'absence de ré-adhésion démontrent qu'au lieu d'attirer et de participer à la construction de nouveaux citoyens, l'UNEF les fait fuir et les éloigne de ce qui devrait être sa vocation première.

Véritable repoussoir, l'UNEF joue contre l'avenir en alimentant une image négative des structures collectives en général et syndicales en particulier.

1. Des initiatives locales limitées, sans débouché national.

1.1. Les limites d'un fonctionnement très centralisé.

Nous l'avons dit précédemment, les jeunes sont disponibles pour l'action collective mais il veulent maîtriser leur engagement. Or pour pouvoir agir directement et concrètement sur son environnement, il est important d'intervenir à un niveau approprié. Dans l'enseignement supérieur, le niveau local permet à des militants de connaître précisément les problèmes, d'élaborer des solutions concrètes pour apporter des réponses efficaces dans leur université.

Avec son but de recruter un type de militant, prêt à subordonner ses aspirations personnelles à un moule prédéterminé, l'UNEF a besoin d'un fonctionnement centralisé. Et c'est bien là le problème. En faisant ce choix, l'UNEF cherche à limiter les initiatives locales. Sinon elle « risque » de laisser se développer en son sein des positionnements fondés sur la réalité des universités et non sur les dogmes édictés nationalement. Ce risque est inacceptable pour la direction de l'UNEF.

Elle met donc tout en œuvre pour conserver une emprise nationale sur l'activité menée par les équipes locales. Chaque semaine, par le biais du bulletin interne, le bureau national envoie les consignes dans les UNEF locales. Elles sont accompagnées au minimum d'un nouveau tract, des motions types à présenter dans les conseils d'université, des lettres types à envoyer aux institutionnels...

Depuis la rentrée 2002 les structures locales ont ainsi été noyées sous 25 à 30 tracts nationaux. Tous les sujets de société y sont passés : retraites, MI-SE, appel aux grèves de l'éducation nationale, la loi Perben, décentralisation, guerre en Irak, etc... Pour veiller à la bonne application des consignes nationales et à ce que la campagne

nationale prioritaire soit bien menée, un membre du bureau national descend toutes les semaines dans la ville universitaire qui est la « succursale » dont il a la charge.

Dans ce contexte de contrôle, de surveillance et de mise sous pression permanente, difficile pour un militant de prendre une initiative, d'agir selon ses envies et ses convictions, sans prendre le risque d'être réprimandé ou mis à l'écart.

1.2. Une absence de débouché de l'intelligence locale.

L'intervention « du suivi » dans l'activité locale varie en fonction des équipes. Certaines ne fonctionnent que lorsque le responsable national est présent et se substitue aux responsables locaux. Dans les autres cas, il apporte « la ligne » de façon hebdomadaire. Son rôle de lien entre le local et le national fonctionne à sens unique.

Son rôle n'est pas de « faire remonter » des idées, des campagnes susceptibles d'enrichir les positions, les projets nationaux ou d'être reprises par d'autres équipes. A l'UNEF, le travail local a une portée et un intérêt limité : il ne nourrit pas les activités nationales.

C'est profondément dommageable. Au plan local, l'UNEF est diverse et n'est pas à mettre à la même enseigne. Certaines structures locales font preuve d'un vrai dynamisme et déploient des trésors d'ingéniosité. Mais le fonctionnement national nivelant de l'UNEF lamine ces initiatives, cette intelligence locale. C'est même pire que cela puisque les structures locales pâtissent de la mauvaise image nationale de l'UNEF auprès des étudiants.

2. Le radicalisme comme première image du syndicalisme.

Pour changer l'environnement, l'appréhender, comprendre la complexité du réel et savoir à quels niveaux agir, qu'offre l'UNEF ? Un discours radical, stigmatisant, simpliste. La prise en compte du réel ? Elle est absente. Les propositions concrètes au plus proche des problèmes des étudiants ? Elles n'existent que très rarement. L'UNEF symbolise pour la plupart des étudiants l'éloignement des structures d'engagement de leurs véritables aspirations.

Quels moyens d'action propose t-elle ? Distribuer des tracts, crier des slogans, et passer des nuits entières dans les batailles d'appareil. Les mouvements étudiants ? Elle s'évertue à les récupérer, avec les groupuscules d'extrême gauche. Bien souvent c'est le mur, l'inefficacité, au bout du mouvement et l'action collective s'en trouve bien souvent complètement décrédibilisée aux yeux des jeunes. Elle fini par être vécue comme manipulatrice par essence. Dans ces conditions, mieux vaut rester chacun dans son coin.

Alors que le syndicalisme salarié a fait et continue de faire des efforts considérables pour sortir de ces illusions et de ces impasses, l'UNEF se complait au contraire à cultiver des formes d'actions d'un autre âge. D'ordinaire l'innovation, l'adaptation, les changements venaient de la jeunesse, relayés par leurs structures collectives. Quel paradoxe fantastique ! Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas la jeunesse qui a changé sur ce point. Le vrai problème c'est que l'organisation « majoritaire », dans

le milieu jeune le plus important (2 millions d'étudiants) est incapable de servir de caisse de résonance. L'UNEF a au contraire un effet stérilisant.

3. L'inutilité de ses actions discrédite la représentation.

Que dire enfin de l'utilité du vote aux élections étudiantes ? L'UNEF est dans beaucoup d'endroits encore majoritaire en nombre d'élus. Mais ces élus n'obtiennent que très rarement quelque chose. Leur action est perçue, souvent à juste titre, comme inefficace. Les élections aux Crous en sont l'exemple le plus vivace. L'UNEF les transforme en « référendums » successifs mais ils ne mènent à rien parce qu'ils ne sont pas suivis d'action.

Les programmes sont-ils fatalement des promesses électorales en l'air ? Les élus, des apparatchiks que l'on voit tous les deux ans pour les élections ? Le premier acte citoyen est retiré aux étudiants. La citoyenneté ainsi confisquée n'a plus beaucoup de substance, l'action collective perd encore en crédibilité alors que l'avenir, la confiance en un système de représentation démocratique, se construit aussi à ce niveau.

4. L'UNEF joue contre l'avenir.

Les jeunes connaissent souvent leurs premières expériences de l'engagement à l'université. On l'a vu, l'UNEF les fait fuir. Ceux qui adhèrent ne reviennent pas ou peu. Leur premier contact n'aura pas été positif, c'est le moins que l'on puisse dire. Iront-ils ailleurs plus tard ?

Les « années facs », devraient pourtant être les années d'une découverte et d'une expérimentation de l'importance de l'action collective et organisée dans la cité.

Ainsi, l'UNEF joue surtout contre l'avenir. La citoyenneté est une base essentielle à l'existence du contrat social, au renouvellement d'une cohésion d'ensemble. On a pu constater amèrement à plusieurs reprises combien elle était effilochée, combien il était nécessaire que les structures collectives favorisent l'engagement, notamment des jeunes. Mais au lieu de participer à cette reconstruction, à cette reconquête, l'UNEF continue de briser, à la racine, la citoyenneté, la confiance dans l'action collective.

III. Avec une démarche ancrée dans la radicalité, l'UNEF ne participe pas à la réforme du système éducatif.

L'UNEF fait de la résistance au changement son principal moyen d'exister. Cette posture « anti-système » contraste avec la place institutionnelle importante qui lui est accordée.

A. Pour occuper délibérément un espace politique anti-système, la fin justifie les moyens

1. Chaque réforme, qu'elle soit l'œuvre d'un gouvernement de droite ou de gauche, fait l'objet d'une campagne de désinformation.

1.1. L'UNEF devrait permettre aux étudiants de comprendre leur environnement.

L'UNEF devrait, par son action, permettre aux étudiants de s'approprier leur environnement, de comprendre les enjeux politiques, les enjeux sociaux, et le contenu des réformes. Sa place « d'interlocuteur institutionnel privilégié » lui donne encore accès à de nombreuses informations pour cela. Au contraire, l'UNEF a choisi d'utiliser la place institutionnelle qui lui est encore accordée pour brouiller les cartes. La raison d'être que lui attribuent ceux qui la contrôlent vraiment est incompatible avec un travail et des actions s'appuyant sur la réalité. Elle implique au contraire de créer, des incompréhensions, voire des peurs, pour pouvoir surfer sur le malaise ainsi produit pour exister.

1.2. L'UNEF désinforme pour tenter de justifier son opposition.

La logique radicale dans laquelle elle a choisi de s'enfermer l'amène, pour tenter de justifier son opposition systématique, à faire avec l'ensemble des organisations d'extrême gauche (Sud - Etudiant, FSE, CNT, JCR,...) des campagnes de désinformation sur les réformes et les rapports sur l'enseignement supérieur.

1.3. Chaque réforme fait l'objet d'une campagne de désinformation.

On peut aisément le constater pour chaque projet ou réflexion sur la réforme de l'enseignement supérieur.

Prenons pour exemple le moment de la sortie du rapport Attali en 1998. Une campagne de désinformation a été lancée dans les facs annonçant « la privatisation imminente des universités ». Et ça marche... Pour un temps du moins, le temps pour d'autres acteurs universitaires de faire le travail d'information que l'UNEF devrait réaliser. Citons seulement ici l'exemple de l'université Paris 1 qui décida de remplir elle-même le rôle d'information des étudiants en affichant dans toute la fac le rapport, ce qui mit fin immédiatement à la mobilisation.

Autres exemples. Lors de la mise en place du plan « Université du 3^{ème} millénaire » en 1999 une campagne nationale de l'UNEF intitulée « mais que cherche Claude Allègre ? » dénonçait un projet de régionalisation de l'enseignement supérieur du gouvernement. Lors de la sortie du rapport du Commissariat Général du Plan fin 2000 « jeunes et politiques publiques », l'UNEF lançait une campagne nationale « Sale plan pour l'éducation » dénonçant « une entreprise de démolition du service public ». Depuis le lancement de la réforme LMD en 2001, les campagnes de l'UNEF ont dénoncé tour à tour « la mise en place d'un super-marché du savoir », « la démolition des diplômes nationaux » ou encore « la suppression de la compensation et de la session de rattrapage ».

A chaque fois, aucune de ces prophéties catastrophistes ne s'est réalisée. Non parce que l'UNEF avait fait barrage ou qu'elle les avait empêchées - ce qu'elle n'hésite pas à dire aux étudiants - mais parce qu'il n'en avait pas été question.

La seule vraie victoire qu'elle obtient à ces occasions, c'est que cela lui permet de confirmer son identité radicale et de recruter quelques militants à cette image.

2. L'UNEF renvoie l'origine des problèmes universitaires à des enjeux qui la dépassent complètement et sur lesquels elle n'a pas de prise.

2.1. L'UNEF nourrit les impuissances qu'elle prétend combattre.

Il est aisé de constater que la grande majorité des analyses de l'UNEF trouvent leurs sources principales dans des objets sur lesquels elle n'a aucun poids. Si la mondialisation, les questions internationales, la sécurité nationale... sont évidemment des domaines sur lesquels une organisation étudiante a vocation à réfléchir et intervenir, cela devrait être dans le cadre de l'élargissement d'une activité centrée sur des questions étudiantes et non comme l'explication et la raison d'être de son activité quotidienne.

L'UNEF agit comme un groupe politique et non comme une organisation syndicale.

C'est ainsi par exemple, que lors de la rentrée 2001, faute de pouvoir ou de vouloir intervenir réellement sur la réforme LMD qu'elle critiquait pourtant vertement, l'UNEF a lancé à la place une campagne intitulée « l'éducation n'est pas une marchandise ». Son fil rouge : la lutte contre la mondialisation libérale. L'UNEF a ainsi tenté de mobiliser pour l'euro-manif de Bruxelles, sans succès là encore...

Si une telle manif constitue bien entendu un élément complémentaire du rapport de forces sur les questions éducatives, il ne peut en être l'élément principal et moteur. Dans ce cas, la dimension internationale et globale du dossier est venue se substituer à sa dimension locale et concrète. Pendant ce temps se préparait le premier décret cadre sur la réforme européenne LMD qui va matricer l'architecture de l'enseignement supérieur de demain. Dans le même temps le ministère préparait une réforme de l'aide sociale qui a abouti à l'augmentation du contingent

d'allocations d'études, à l'augmentation des bourses et à leur élargissement aux 3^{ème} cycles universitaires.

Occupée à combattre « le-capitalisme-financier-et-sauvage » au niveau mondial, l'UNEF n'a su à aucun moment intervenir de façon déterminante sur ces questions cruciales pour l'avenir des étudiants.

2.2. Les ministres se leurrent en se pensant ainsi tranquilles.

Personne n'a intérêt à ce que ces décalages persistent, pas même les ministres de l'éducation nationale, ou plus généralement ceux qui nous gouvernent. La paix relative que les ministres peuvent retirer de cette propension de l'UNEF à parfois ne pas s'occuper réellement de ce qu'ils font à un prix élevé. Elle se paye tôt ou tard d'une absence d'interlocuteur étudiant représentatif et suffisamment fort pour contribuer efficacement à la définition du projet éducatif. Par ailleurs, cette démarche nourrit une incapacité à négocier pour des réformes qui pourraient se mettre réellement en place.

B. L'UNEF ne porte pas de projet éducatif.

L'UNEF ne porte pas un projet éducatif qui lui soit propre, qui soit innovant, ambitieux et qui serait construit à partir de la réalité quotidienne vécue par les étudiants.

1. Dans le domaine éducatif, l'UNEF passe à côté des questions centrales.

L'UNEF ne comprend pas les enjeux éducatifs parce qu'elle s'échine à observer la société française à travers des filtres partisans réducteurs et décalés. Ces filtres radicaux sont assumés à l'interne, dans les théâtres que sont ses réunions d'instances, ou encore sur les tracts distribués aux étudiants. Mais c'est parfois beaucoup plus difficile dans le monde réel des discussions ministérielles dans lesquelles elle essaye de conserver la crédibilité qui lui reste à ce niveau.

Par exemple, nous sommes entrés depuis deux ans dans un processus d'harmonisation de l'enseignement supérieur dans le cadre de la construction européenne. Qui peut comprendre la logique de l'UNEF qui consiste à dénoncer ce processus et à voter successivement contre les deux décrets d'application au nom d'un désaccord avec le texte sur des questions de modalités d'examen et de procédure d'habilitation des diplômés.

Il n'y a évidemment jamais obligation d'être en accord total avec un texte. Dans ce cas précis, différents points nécessitaient certainement discussion et confrontation. Mais la construction d'une Europe de l'éducation repose aussi sur la responsabilité de l'ensemble de la communauté universitaire et sa capacité à faire la part des choses. L'attitude irresponsable de l'UNEF la situe en marge des transformations. Elle passe à côté des questions centrales.

2. L'UNEF n'a pas de projet éducatif et s'oppose à tous les projets sans proposer d'alternative.

L'UNEF n'a pas de corps de pensée qui lui soit propre en matière d'éducation, qui soit élaboré en son sein, à partir des réalités de celles et ceux qu'elle est censée organiser. Alors il n'est pas étonnant de constater son incapacité à porter, par elle-même, un projet éducatif novateur et ambitieux.

L'UNEF est résolument contre la mondialisation, c'est entendu. Un micro trottoir dans une université « type » avec une implantation UNEF nous montrerait aisément que les étudiants le savent, pour peu que le nom UNEF leur dise quelque chose... Ils seront certainement bien moins nombreux en capacité de dire quel est son projet pour faire évoluer leur université ou plus largement l'enseignement supérieur.

Quel qu'ait été la couleur politique du gouvernement, l'UNEF a manifesté ces dernières années son opposition à la professionnalisation, au plan d'aménagement universitaire U3M, au capital de formation tout au long de la vie, à la réforme LMD d'harmonisation européenne... mais avec quelles contre-propositions ? Pour quel projet un tant soit peu construit qui dépasse les principes comme celui d'une loi de programmation budgétaire, et les slogans comme « priorité à l'éducation ! » ou « révolution pédagogique ! » ?

Cette posture de rejet de tout ce qui vient du Ministère (ou de la Conférence des Présidents d'Universités) est rarement guidée par une cohérence de pensée sur le fond du dossier présenté. Ces prises de positions sont souvent le reflet d'intérêts tactiques du moment. Ainsi, l'UNEF change d'argumentation à chaque nouvelle intervention publique pour justifier son positionnement pris contre la réforme LMD.

Pour le reste, l'UNEF se contente de prendre des positions opportunistes au gré de l'actualité (Couverture Logement Universelle, projet de loi sur l'allocation autonomie présentée par le Parti Communiste, réforme des IUFM, ...). Cela se limite souvent au soutien de revendications portées par des syndicats d'enseignants.

C. L'UNEF incapable de négocier préfère nourrir la crise.

L'UNEF est incapable de négocier et préfère nourrir la crise. Ses interventions institutionnelles sont souvent stériles, et ne servent qu'à construire son positionnement.

1. L'UNEF nie l'existence des autres acteurs et refuse le changement.

Son refus de participer à l'élaboration de réforme et son incapacité à s'engager dans une négociation qui signifie aussi la prise en compte de l'autre, revient de fait à ce qu'elle nie l'existence des autres acteurs.

1.1. La pratique systématique des motions comme positions figées à prendre ou à laisser.

Dans les conseils nationaux et locaux de l'enseignement supérieur, son intervention est principalement constituée par la présentation de motions. Dans la pratique, il s'agit bien souvent de soumettre au vote une position figée qu'il est impossible de débattre ou de modifier, pour les autres acteurs de la communauté universitaire. C'est à prendre ou à laisser. C'est la logique infantile du tout ou rien.

1.2. Le tout ou rien dans les négociations : l'exemple de la Commission Nationale Autonomie.

La participation de l'UNEF fin 2001 à la Commission Nationale Autonomie chargée de faire des propositions allant dans le sens de l'autonomie des jeunes en est une bonne illustration. L'UNEF a participé pendant plusieurs mois aux réunions de cette commission. Ses interventions se sont souvent limitées à répéter que l'UNEF était favorable à l'autonomie des jeunes et à une allocation leur étant directement versée.

Elle s'est montrée incapable de prendre en compte d'autres points de vue. Ceux des associations familiales étaient par exemple sûrement différents de celui de l'UNEF, mais indispensables à prendre en compte pour la mise en place d'un tel projet. Sa vision des choses n'aura ainsi pas bougé d'un iota. Son projet très auto-centré et son incapacité à négocier ont pleinement joué. Au final, l'UNEF cramponnée à son projet s'est trouvée marginalisée dans la finalisation d'un rapport, résultat d'un compromis entre l'ensemble des autres participants.

Par la suite, son attitude a évidemment été de dénoncer en bloc ce rapport et le déroulement de la commission.

2. « Quand ça va mal, l'UNEF va bien ».

2.1. L'UNEF refuse de participer pour mieux s'opposer.

L'UNEF n'hésite pas à refuser sa participation à l'élaboration des projets de réforme nationaux et parfois même locaux pour mieux les dénoncer ensuite.

Par exemple, en amont de la mise en place de la réforme européenne LMD, le ministère souhaitait élaborer un rapport d'étape basé sur les réflexions des universités. L'UNEF a choisi de ne pas faire intervenir ses élus locaux dans les conseils d'université, alors qu'elle aurait ainsi pu faire évoluer le contenu de ce rapport d'étape. Elle a délibérément choisi de rester muette jusqu'à la fin du processus, pour finir par dénoncer le contenu du premier décret cadre publié suite à ce rapport. Son attitude a été la même lors de la préparation en amont des deux décrets d'application de la réforme qui ont suivi. C'est seulement au moment de passer au vote que l'UNEF a exprimé ses désaccords.

Sa culture radicale lui fait confondre le processus de décision et le vote qui vient le clore. Cette attitude n'est pas syndicale. Elle ne permet pas de peser sur le cours des choses et s'apparente plus à un rôle de témoignage.

2.2. L'UNEF soutient par principe les logiques de blocage.

Quand elle en a la possibilité, l'UNEF entre dans une logique de blocage à court terme de l'application des changements dans les universités. Cette attitude n'est en rien corrélée avec un contenu, qui justifierait sur le fond une telle attitude. La généralisation de la sélection à l'entrée de l'université, ou l'augmentation des frais d'inscription à l'américaine, ou tout autre projet qui reviendrait frontalement sur les fondements de notre conception républicaine, « gratuite » et ouverte à tous de l'université, nécessiteraient bien entendu une réaction de ce type.

Mais après s'être volontairement tenue à l'écart de la préparation de la réforme LMD, l'UNEF a voté lors de son CN de rentrée le mot d'ordre de « moratoire sur la réforme LMD ». Pour cela, elle a lancé la présentation de motions de blocage de l'application de la réforme dans les conseils d'administration universitaire sans faire d'autre proposition.

Les points de désaccord à lever sur cette réforme essentielle (procédures de compensation et d'habilitation des diplômés) nécessitent-ils un blocage complet de l'évolution d'échelle de notre système d'enseignement supérieur et des opportunités pour le service public de répondre ainsi mieux aux nouveaux besoins des étudiants ?

Plus encore, l'UNEF pensait-elle vraiment bloquer le processus d'harmonisation européenne des diplômes en faisant adopter cette motion à Dijon ou à Paris 13 ? Les quelques universités dans lesquelles elle aura rencontré une majorité favorable à cette démarche vont-elles rester à l'écart de cette évolution aussi fondamentale à l'échelle européenne ? Qui peut penser dans ces conditions que ce combat n'était pas une lutte d'arrière garde mais qu'il était bien guidé par la volonté de faire évoluer les choses ?

D. L'UNEF ne gagne rien, elle ne produit pas de changement.

Pour ces dix dernières années, les déclarations de principes sans lendemain ou les accès de mauvaise foi mis de côté, on cherche vainement la trace d'un apport majeur de l'UNEF à la politique universitaire. A étudier la question de près, on constate que cet apport est inexistant que ce soit dans le cadre d'un projet impulsé par d'autres, ou d'initiatives portées par elle même.

L'UNEF a pris pour habitude de s'attribuer, a posteriori, des initiatives et des avancées qui ne sont pas les siennes. Sans tromper ni les étudiants ni les partenaires institutionnels, cette démarche sert au moins de faire valoir en interne pour « galvaniser les troupes ». C'est finalement la priorité pour ses dirigeants.

1. Alors que le changement peut être facteur d'avancées, l'UNEF s'y oppose systématiquement.

Les périodes « de changement » sont des moments de débats sur les grandes orientations des politiques éducatives. Elles sont autant d'opportunités pour mettre en place des projets élaborés et portés par les acteurs de la communauté universitaire en général, et a fortiori par les organisations étudiantes. Dans les faits, l'UNEF refuse d'influer sur le contenu des réformes. Ici comme ailleurs, son radicalisme a pour corollaire un conservatisme à tout crin.

A ce titre la construction européenne de l'enseignement supérieur, chantier majeur qui s'est ouvert il y a maintenant 4 ans, s'est lancée devant une UNEF qui a fait le choix de ne pas se sentir concernée. Absente des concertations, elle n'a pas influé sur les grands axes mis en avant dans cette réforme : la nouvelle pluridisciplinarité, la formation tout au long de la vie, l'individualisation des parcours de formation...

Si elle avait des revendications propres sur l'évolution du système éducatif, l'UNEF aurait pu les faire valoir, exiger leur introduction dans le contenu de la réforme. Même s'il ne suffit pas, bien sûr de dire les choses pour les obtenir, l'UNEF aurait pu mener des campagnes dans les universités pour populariser sa vision des choses, ses revendications, mettre en place un rapport de forces puis négocier avec l'ensemble des acteurs concernés.

Mais elle a choisi la politique du pire, jusque dans son rôle de représentant des étudiants au niveau national : lors du CNESER sur l'habilitation des diplômés en juin 2002, l'UNEF était absente. Cette fameuse habilitation qui justifiait pour elle un vote contre les décrets n'aura même pas mérité un déplacement de ses élus nationaux .

2. L'UNEF est incapable de gagner sur ses revendications.

L'UNEF n'est pas plus capable de gagner sur des projets lorsqu'elle est à l'initiative de la campagne.

L'annonce par le ministère du Plan Social Etudiant au mois de juin 98 avait été présentée par l'UNEF comme « une brèche historique sur la question de l'autonomie des étudiants » en raison de la présence du mot « autonomie constatée » dans les critères d'attribution d'une nouvelle aide : l'allocation d'étude. Avant le moindre début de concrétisation, l'UNEF criait sa victoire syndicale, sur une revendication datant de l'après seconde guerre mondiale.

Rentrée 99, le contingent d'allocations d'études était finalement limité à 7000 allocations. Rien à voir donc avec l'aide universelle revendiquée par l'UNEF. Des commissions d'attribution ont été mises en place par l'administration. L'UNEF voulait les déborder de dossiers de demandes, c'était une démarche pertinente. Pourtant, au bout d'un mois, lassée du lien avec la réalité qu'impliquait cette campagne et des difficultés qui y sont liées, elle décida d'y substituer une campagne de signatures de pétitions sur le principe de l'allocation d'étude.

C'était tout à fait inutile dans le contexte, mais l'UNEF avait d'autres préoccupations en tête que de relever ce défi pour les étudiants : les élections aux CROUS début 2000. Guidée par une vision électoraliste de court terme, l'UNEF a fait le choix d'hypothéquer ses possibilités d'obtenir une augmentation du contingent d'allocations d'études. Après avoir crié victoire trop vite, après avoir renoncé à déborder les commissions, elle n'hésita pas à ajouter à ses pétitions, comme deux ans plus tôt pour la même préparation des élections au CROUS, des lettres ouvertes sur les trois thèmes déjà utilisés en 98 : le transport, le logement et l'allocation d'étude.

Par la suite, l'année 2000-2001 a été marquée par une absence de l'UNEF sur cette question (cf. supra campagne 2001 « l'éducation n'est pas une marchandise »). Dans le même temps le contingent d'allocations d'études était finalement atteint.

Quelle image en garderont ceux qui, en 99, ont rempli des dossiers pour déborder les commissions, signé les pétitions, rempli les mêmes lettres ouvertes, voté pour l'UNEF et qui se voient refuser une allocation d'études « victoire de l'UNEF » sans qu'elle ne soit présente ? Que peuvent penser les étudiants d'une organisation étudiante qui n'obtient rien de concret pour eux, sinon qu'elle ne présente pas d'intérêt, qu'elle est une bureaucratie dont le seul souci est de se perpétuer ? Comment empêcher les étudiants d'associer représentation et démagogie quand une organisation annonce un référendum, prétend l'avoir gagné et qu'aucun changement ne s'en suit ?

Il fallut attendre juillet 2001, les résultats d'un travail du seul ministère sur l'évolution des aides sociales pour que soit annoncée l'augmentation du contingent d'allocations d'études et l'ouverture des bourses aux troisièmes cycles. Fidèle à elle-même, c'est sans sourciller que l'UNEF s'est cette fois contentée de donner en réponse son traditionnel « Mr. le ministre, après des annonces nous voulons des actes ! ». Merci l'UNEF.

C'est également sans hésiter le moins du monde, qu'en 2002, l'UNEF est revenue sur les campus, équipée de lettres ouvertes sur l'autonomie des jeunes et sur le logement, pour appeler une fois de plus les étudiants à voter UNEF lors des élections au CROUS. N'ayant pas peur du ridicule, elle décrétait alors que cette élection avait de nouveau valeur de référendum. Les tracts nationaux de cette campagne allaient même jusqu'à présenter les annonces du ministre de juillet 2001 en guise de bilan de mandat...

Mais cette fois la sanction a été sévère : la participation déjà ridicule a baissé sous les 6%, l'UNEF réunifiée chute en nombre de votants, en pourcentage, en nombre d'élus, pour finir comme nous l'avons dit précédemment par perdre en décembre 2002 un élu au CNOUS.

3. Tout est bon pour justifier un bilan vide.

3.1. L'UNEF récupère des victoires qui ne sont pas les siennes.

C'est une pratique assez systématique. Parce qu'elle permet de donner le change en interne face à son incapacité à faire changer l'environnement des étudiants,

l'UNEF a pris pour habitude de reprendre à son compte la mise en place de projets dont elle n'est pas l'origine.

L'UNEF a toujours présenté comme une conquête « historique » les arrêtés Bayrou de 1997. Présentés en interne et aussi aux étudiants comme une victoire sans précédent du mouvement étudiant, leurs seuls acquis sérieux aujourd'hui restent l'anonymat des copies, la compensation et la capitalisation, et l'évaluation des enseignements. Des choses fort importantes... mais l'ensemble de ces principes étaient déjà présents dans le projet Jospin de 1992.

Plutôt que de s'offrir cette « victoire historique » à peu de frais, l'UNEF aurait été mieux avisée d'organiser un travail de suivi national des applications locales pour que ces droits formels deviennent réels. Aujourd'hui encore, des mesures de cette « grande victoire » ne sont pas appliquées dans des universités.

Citons également l'exemple de la mise en place du LOCAPASS (1% logement) pour les étudiants salariés et boursiers que l'UNEF prétend avoir gagné par son action opiniâtre... L'extension du locapass aux étudiants salariés est issu de la rénovation d'une convention de 1997, tandis que l'ouverture aux étudiants boursiers date de la convention entre l'état et l'UESL (Union d'Economie Sociale du Logement) de 2001. Inutile de préciser que ses véritables négociateurs ont si peu eu à faire à l'UNEF qu'ils n'ont probablement qu'une vague idée des activités qu'elle peut mener.

3.2. l'UNEF revendique également ce qui est déjà en train de changer sans elle.

Citons pour exemple les efforts désespérés que fait récemment l'UNEF pour sortir de sa position minoritaire et conservatrice sur la réforme LMD. Elle prétend pour cela avoir convaincu la Conférence des Présidents d'Universités (CPU) de demander la mise en place d'une nomenclature nationale. Alors que cela n'a jamais été une revendication de l'UNEF et que la CPU participe à ces négociations avec le ministère depuis le début de la réforme.

Nous avons largement montré en quoi depuis le début l'UNEF se contente de la politique de la chaise vide sur ce dossier. Après s'être opposée, avoir dénoncé, et brandi des slogans sans proposition précise ni campagne, elle revendique maintenant ce qui est déjà en train d'évoluer par l'intervention de la CPU. On peut imaginer sans difficulté qu'elle se prépare déjà à revendiquer cette victoire dans le cadre de son congrès prochain.

Conclusion

Malgré ses difficultés et ses déboires, l'UNEF a toujours pu compter sur la surface institutionnelle importante qui lui est offerte. La plupart des acteurs et des décideurs ont fait avec elle faute de mieux mais elle ne s'en est pas montrée digne. Force est de constater qu'elle n'a pas su et qu'elle ne sait toujours pas utiliser cette chance qui lui est conférée. Au lieu de s'appuyer dessus pour partir à la conquête du milieu étudiant, elle l'a gâchée en se repliant sur les affaires d'appareil et en s'enfermant dans un « mollétisme » destructeur.

L'UNEF n'est pas un syndicat, car un syndicat étudiant doit trouver sa raison d'être dans son ancrage dans son milieu. Elle ne sert pas les intérêts de ceux qu'elle est censée représenter et organiser : les étudiants. Elle est un peu comme ces caricatures de bureaucratie dont le seul souci, la seule raison d'être réside dans sa propre reproduction.

Elle n'est pas en capacité de relever les deux défis majeurs pour l'avenir, qui lui incombent.

Le premier c'est bien sûr la question centrale de l'éducation avec en arrière plan celles d'un retour à l'égalité des possibles et d'un rétablissement des mécanismes de promotion sociale. La situation de la société française et européenne nécessite de revisiter son projet éducatif. L'UNEF a montré son incapacité à le faire.

Le second défi c'est l'enjeu de la citoyenneté. L'avenir de la démocratie se joue aussi dans la jeunesse en général, donc chez les étudiants en particulier. Si d'une façon globale, la Politique est en crise, la situation particulière du « syndicalisme » étudiant est encore plus préoccupante. Ce terrain n'est pas seulement en friche. Sa situation relèverait plutôt de la terre brûlée par les méthodes à l'œuvre.

Quel paradoxe ! Alors que les principales organisations syndicales de salariés ont fait et font encore des efforts prodigieux pour s'adapter, évoluer et revoir leurs façons de faire, l'organisation qui prétend être « Le syndicat étudiant » s'enferme dans un radicalisme aussi inefficace que destructeur. Quel gâchis, quand l'on constate que les efforts considérables que les principales organisations syndicales de salariés déploient pour développer le syndicalisme chez les jeunes salariés se heurtent à l'image que l'UNEF laisse chez nombre d'entre eux.

Par notre action nous voulons résolument changer la donne, et ouvrir dans l'avenir une alternative possible à cette situation aussi préoccupante qu'inacceptable.

Mini glossaire

UNEF : Union Nationale des Etudiants de France. L'UNEF a été créée en 1907. Elle rassemblait à l'époque la majorité des étudiants. A son apogée elle était nommée « la Grande UNEF » car son champ d'activité était très vaste, elle avait beaucoup d'adhérents. Surtout elle a obtenu de nombreux acquis pour les étudiants et plus généralement pour les jeunes. Après cette période, elle a connu de multiples scissions. Elle était éclatée en plusieurs factions à la fin des années 70. En 1980 l'**UNEF-ID** (UNEF Indépendante et Démocratique) est créée pour rassembler les militants étudiants de la gauche non communiste dans la perspective de la présidentielle de 1981. Son premier président était Jean-Christophe Cambadélis. De 1980 à 2001 deux organisations se revendiquaient de la Grande UNEF : l'**UNEF dite « SE »** (Solidarité Etudiante) rassemblant de son côté la gauche communiste et l'UNEF-ID.

En 2001, elle est représentée dans la majorité des universités de France. La structure locale de l'UNEF se nomme AGE (Assemblée Générale Etudiante). Il en existe une par ville universitaire de province, une par université parisienne. Elle revendique 10 000 adhérents sur toute la France.

Les **AGE** sont dirigées par un bureau élu tous les deux ans à l'occasion du congrès national. Celui-ci est organisé tous les deux ans afin de déterminer l'orientation majoritaire et les instances nationales de l'UNEF. Les différentes tendances internes (au nombre de cinq aujourd'hui) présentent des textes d'orientation sur lesquels « se prononcent » les adhérents. Le **Bureau National** est composé des différentes tendances représentées sur la base de leur score au Congrès.

Tous les trois mois, l'UNEF organise un **Collectif National (CN)** qui rassemble l'ensemble des militants de France au cours desquels sont présentés le bilan d'activité et l'orientation de l'organisation.

L'UNEF est la première organisation étudiante en nombre d'élus dans les conseils centraux des universités et dans les conseils d'administrations des CROUS.

CROUS : Conseil Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires. Structure régionale qui gère la distribution des aides sociales, la restauration universitaire, le logement social étudiant entre autres. Il en existe 24 en France. Ils sont gérés par des conseils d'administration dans lesquels les étudiants représentent 50%. Les représentants étudiants sont élus par l'ensemble des étudiants de la région. Ces élections ont lieu tous les deux ans. Elles sont les seules élections étudiantes qui ont lieu en même temps dans toute la France, elles constituent une indication de la représentativité des organisations étudiantes.

CNOUS : les décisions des CROUS sont coordonnées nationalement par le CNOUS (Centre Nationale des Oeuvres Universitaires et Scolaires). Les 7 représentants étudiants au CNOUS sont élus par scrutin de liste par les élus au CROUS tous les deux ans également.

Elections universitaires : les universités sont gérés par différents types de conseils dans lesquels siègent étudiants, enseignants, personnels administratifs et personnalités extérieures. Dans les trois conseils centraux de l'universités, les représentants étudiants sont élus par les étudiants de l'universités une fois tous les deux ans.

CNESER : l'ensemble des élus aux grands conseils des établissements d'enseignement supérieurs élisent les représentants étudiants au Conseil National de l'Enseignement supérieur. L'UNEF en a 4 sur 11.

FSE : Fédération Syndicale Etudiante, créée en 2001 suite à la « réunification des deux UNEF

Rapport Attali : rapport commandé par Claude Allègre sur l'avenir de l'enseignement supérieur

U3M : Plan Université du 3^{ème} millénaire. Fait parti du plan Etat-Région 2000/2006. Il concerne l'aménagement des sites universitaires et l'investissement dans les infrastructures étudiantes lourdes.

Rapport du commissariat Général du Plan « Jeunes et politiques publiques » : Commandé en 2000 par le gouvernement Jospin, il trace des perspectives quant au service public d'éducation au regard de l'évolution nécessaire d'une formation tout au long de la vie.

Sud Etudiant : branche étudiante des syndicats Solidaires Unitaires et Démocratiques

CNT : syndicat se réclamant de l'anarcho-syndicalisme

JCR : Jeunesses Communistes Révolutionnaires

LMD : réforme européenne d'harmonisation des diplômes fondée sur la reconnaissance d'une architecture universitaire en trois niveaux : Bac + 3, +5, +8. Cette réforme a été lancée en France en 2000. Sa mise en place se poursuit.

CPU : Conférence des Présidents d'Université

Allocation d'étude : revendication historique de la Grande UNEF. Cela consisterait à attribuer une aide en fonction des revenus de l'étudiant et de sa situation propre et pas en fonction de la situation de sa famille.

UNEF, où sont les victoires ?

Sommaire

Introduction

I. 2001 : le ralliement de 50 militants d'extrême gauche en guise de « réunification »

A. Le mouvement étudiant n'a pas été rassemblé

1. Les associations délibérément écartées ou parties d'elles mêmes
 - 1.1. Des associations généralistes délibérément écartées
 - 1.2. Des associations thématiques choisissant de partir
2. La réunification des deux UNEF est un échec
 - 2.1. Décembre 2000 : un premier congrès de réunification avorté
 - 2.2. Juin 2001 : un ralliement marginal en guise de réunification
 - 2.3. Un vrai paradoxe : une « réunification » qui divise !
3. Le renforcement de l'extrême gauche : la greffe prend

B. Depuis la réunification, le poids réel de l'UNEF est en baisse

1. Pas d'augmentation du nombre d'adhérents
2. Une baisse électorale
3. Un poids institutionnel disproportionné

II. L'UNEF prétend représenter les étudiants, c'est faux

A. Elle prétend organiser les étudiants, c'est faux

1. Des effectifs adhérents très faibles et concentrés en première année
 - 1.1. Un très faible taux d'adhésion
 - 1.2. Le profil type de l'adhérent : étudiant de première année
2. Une faiblesse militante

B. Son audience électorale est bien restreinte

1. Une représentativité relative pour une priorité absolue
2. Un taux de participation très faible
3. Une première place en recul

C. Ses partenaires étudiants sont limités en nombre, son attractivité est marginale

1. L'UNEF en marge d'un tissu associatif de proximité
 - 1.1. L'existence d'une multitude d'associations
 - 1.2. L'UNEF se limite à des accords éphémères
2. Les limites des listes « UNEF et associations étudiantes »
 - 2.1. Avec les associations, priorité à l'électoratisme
 - 2.2. En guise de partenaires : une multitude de structures fantômes
 - 2.3. La disparition d'associatifs éligibles des listes UNEF et associations étudiantes
3. Alors qu'il existe de réelles envies d'agir chez les jeunes, l'UNEF n'est pas attractive
 - 3.1. De réelles envies d'agir chez les jeunes
 - 3.2. L'incapacité de l'UNEF à les intégrer

D. L'UNEF ne structure plus aucun mouvement étudiant

1. Quand elle n'est pas à l'initiative l'UNEF est incapable de reprendre un peu de maîtrise
 - 1.1. Les limites de la récupération par l'utilisation de la ressource institutionnelle

- 1.2. Dans les foyers à problèmes, l'UNEF et l'extrême gauche, même combat !
- 2. Quand l'UNEF tente d'impulser des mobilisations, elle se casse systématiquement les dents
 - 2.1. Un rituel : « la rentrée sera chaude ! »
 - 2.2. Sur les problèmes nationaux, l'UNEF est aussi inefficace

E. Par son action l'UNEF a un effet repoussoir pour la citoyenneté en germe

- 1. Des initiatives locales limitées, sans débouché national
 - 1.1. Les limites d'un fonctionnement très centralisé
 - 1.2. Une absence de débouché de l'intelligence locale
- 2. Le radicalisme comme première image du syndicalisme
- 3. L'inutilité de ses actions discrédite la représentation
- 4. L'UNEF joue contre l'avenir

III. Avec une démarche ancrée dans la radicalité, l'UNEF ne participe pas à la réforme du système éducatif

A. Pour occuper délibérément un espace politique anti-système, la fin justifie les moyens

- 1. Chaque réforme, qu'elle soit l'œuvre d'un gouvernement de droite ou de gauche, fait l'objet d'une campagne de désinformation
 - 1.1. L'UNEF devrait permettre aux étudiants de comprendre leur environnement
 - 1.2. L'UNEF désinforme pour tenter de justifier son opposition
 - 1.3. Chaque réforme fait l'objet d'une campagne de désinformation
- 2. L'UNEF renvoie l'origine des problèmes universitaires à des enjeux qui la dépassent complètement et sur lesquels elle n'a pas de prise
 - 2.1. L'UNEF nourrit les impuissances qu'elle prétend combattre
 - 2.2. Les ministres se leurrent en se pensant ainsi tranquilles

B. L'UNEF ne porte pas de projet éducatif

- 1. Dans le domaine éducatif l'UNEF passe à côté des questions centrales
- 2. L'UNEF n'a pas de projet éducatif et s'oppose à tous les projets sans proposer d'alternative

C. L'UNEF incapable de négocier préfère nourrir la crise

- 1. L'UNEF nie l'existence des autres acteurs et refuse le changement
 - 1.1. La pratique systématique des motions comme positions figées à prendre ou à laisser
 - 1.2. Le tout ou rien dans les négociations : l'exemple de la Commission Nationale Autonomie
- 2. « Quand ça va mal, l'UNEF va bien »
 - 2.1. L'UNEF refuse de participer pour mieux s'opposer
 - 2.2. L'UNEF soutien par principe les logiques de blocage

D. L'UNEF ne gagne rien, elle ne produit pas de changement

- 1. Alors que le changement peut être facteur d'avancées, l'UNEF s'y oppose systématiquement
- 2. L'UNEF est incapable de gagner sur ses revendications
- 3. Tout est bon pour justifier un bilan vide
 - 3.1. L'UNEF récupère des victoires qui ne sont pas les siennes
 - 3.2. L'UNEF revendique ce qui est en train de changer sans elle

Conclusion